

LICENCE EN DROIT – 1^{er} NIVEAU

PARCOURS DROIT FRANÇAIS ET DROIT ANGLO-SAXON
PARCOURS DROIT FRANÇAIS ET MONDE HISPANIQUE
PARCOURS DOUBLE DIPLÔMES INTERNATIONAUX
PARCOURS DROIT ET GESTION
LICENCE ECONOMIE ET DROIT

GRUPE DE COURS N° V

DROIT CONSTITUTIONNEL

(Cours de Mme GAILLET)

MARDI 02 MAI 2017

14 H 30 – 17 H 30

Les étudiants traiteront l'un des deux sujets - **8 pages maximum**

1) Sujet de dissertation

Dans quelle mesure le Conseil constitutionnel est-il une « institution centrale de notre République » ?
(Laurent Fabius, *Discours prononcé le 14 mars 2016*)

2) Sujet de commentaire

« Aimer la France, c'est la servir. Aussi, je suis venu ici, devant vous, élus de la République, pour vous livrer ma conception de la présidence. [...]

Je ne suis pas venu pour vous présenter une nouvelle constitution. Nous en avons eu dix-neuf depuis la Révolution française, et nous devons faire une pause. Ce qui ne signifie pas — je veux rassurer certains de mes amis — de renoncer à faire évoluer notre texte fondamental dans le cadre d'une République nouvelle.

Mais ce que je veux changer tient à une pratique, celle qui compte aux yeux des citoyens, et qui s'appelle le respect, la considération, la démocratie, le sens de l'État. Depuis cinq ans, nous vivons sous le règne de « l'omniprésidence ». Le régime d'un seul — parce qu'élu par toute la Nation —, qui prétend pouvoir décider de tout, sur tout, partout — en fait, certains l'ont reconnu ! Je m'interrogeais, je m'inquiétais — mais en fait, au-delà de cette tentation que d'autres avant lui ont pu connaître, l'omnipotence conduit à l'impuissance. A vouloir concentrer tous les pouvoirs, on finit par n'en exercer aucun ! Et cette impuissance elle-même engendre l'irresponsabilité. L'irresponsabilité, où ce qui est dit n'est pas fait et où ce qui est fait n'est pas dit. [...]

Je veux donc exprimer aux Français les principes qui guideront la nouvelle présidence que je veux incarner.

Le premier devoir du prochain président sera de rendre des comptes, de dire régulièrement au pays le sens de l'action publique, de présenter tous les six mois l'évaluation des résultats par rapport aux objectifs, de donner au Parlement les moyens efficaces pour contrôler les politiques publiques, et de vérifier chaque année la confiance de l'Assemblée nationale à l'égard du gouvernement.

Le prochain président devra montrer l'exemple. Je ne parle pas du statut du chef de l'État – qui devra être réformé –, ou de sa rémunération qui devra être diminuée. Je parle de la façon dont il devra remplir sa fonction. Le pouvoir entraîne toujours l'excès s'il ne s'impose pas à lui-même des limites. [...] »

François Hollande, discours du 3 mars 2012 prononcé à Dijon (extraits).

(AUCUN DOCUMENT N'EST AUTORISE)